

P.L.U.

Plan Local d'Urbanisme

Commune de **FLEURIEUX-SUR-L'ARBRESLE**

Modification simplifiée n° 1

Notice explicative

complétant le rapport de présentation

Vu pour être annexé
à la délibération de mise à disposition
du projet de modification simplifiée n° 1 du PLU
en date du 24 juin 2019.

Le Maire,
Diogène BATALLA



PREAMBULE

L'élaboration du Plan Local d'Urbanisme a été approuvée le 14 mars 2014 par délibération du Conseil municipal de Fleurieux-sur-l'Arbresle. Il a fait l'objet d'une modification n° 1 approuvée le 26 mai 2016.

Le présent document expose les motifs de la modification simplifiée n° 1 du PLU engagée par la Commune.

I. OBJET

Faisant suite à l'approbation de la modification n° 1 du PLU par délibération du conseil municipal et aux formalités de publicité la rendant exécutoire, un dossier a été adressé à l'Etat, ainsi qu'aux différentes personnes publiques associées.

Il s'est avéré que le plan inséré au dossier papier formalisé suite à la séance, reproduit et transmis dans le cadre de la diffusion, n'était pas celui approuvé par le conseil municipal lors de sa séance du 26 mai 2016, ni même celui soumis à enquête publique.

La présente modification simplifiée n° 1 du PLU vise donc à :

- ✓ la rectification des erreurs matérielles constatées entre le plan de zonage (document graphique du règlement) de la modification n° 1 approuvée par le conseil municipal et celui transmis en Sous-Préfecture et aux personnes publiques associées,
- ✓ des précisions et une adaptation très ponctuelle du règlement (partie écrite),
- ✓ la prise en compte de l'arrêté préfectoral instituant des servitudes d'utilité publique liées à canalisation de transport de gaz naturel.

La modification simplifiée n° 1 du PLU apporte donc des évolutions au niveau des pièces suivantes :

- « Rapport de présentation », en le complétant par la présente notice explicative,
- « Règlement - partie écrite », en vue de remplacer le document opposable,
- « Règlement - document graphique », en vue de remplacer le document erroné,
- « Annexes » concernant :
 - la liste détaillée et illustrée identifiants les bâtiments pouvant faire l'objet de changement de destination mise à jour,
 - l'arrêté préfectoral n° 69-2017-03-28-013 du 28 mars 2017 instituant des Servitudes d'Utilité Publique autour de la canalisation de transport de gaz située sur la commune.

II. EVOLUTIONS PONCTUELLES DU REGLEMENT ECRIT (PIECE 4.1)

Le Règlement est modifié sur les points suivants :

1. Prise en compte des évolutions législatives *(textes surlignés en vert)*

Les évolutions législatives et réglementaires intervenues depuis l'approbation du PLU (ou sa dernière modification de mai 2016) et en particulier le décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015 de la loi pour l'Accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR), ainsi que l'ordonnance du 23 septembre 2015 entrée en application au 1^{er} janvier 2016 justifient les mises à jour :

- des références aux articles du code de l'urbanisme modifiés ou créés après abrogations étant précisé en préalable des dispositions générales que le règlement du PLU « est établi conformément aux prescriptions des articles R. 123.4 et R. 123.12 du Code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 conformément à l'article 12 du Décret n° 2015-1783 du 28 décembre 2015, maintenus en application jusqu'à la prochaine révision du PLU. » ;
- de l'article 3 concernant la délimitation et la réglementation des zones urbaines, à urbaniser, agricole, naturelle et forestière ;
- de l'article 5, complété quant aux adaptations mineures supplémentaires prévues par la législation ;
- des références au code de l'urbanisme visées aux articles 9 pour les « éléments remarquables » au titre de l'article L. 151-19 et L. 151-23 et aux articles 11 pour l'application des articles L. 111-6 et L. 111-7 (voies à grandes circulation) ;
- des définitions notées à l'article 12 des dispositions générales.

2. Précisions apportées *(textes surlignés en jaune, y compris points suivants 3 et 4)*

L'article 6 des dispositions générales « Règles applicables aux secteurs présentant des risques naturels » est précisé concernant le Plan de Prévention des Risques Naturels de la Brévenne et de la Turdine, quant aux dates d'approbation et d'évolution du document. Il est également rappelé qu'il s'impose comme une Servitude d'Utilité Publique et que son périmètre global est par conséquent reporté à titre d'information sur le document graphique renvoyant à sa consultation en pièce annexe du PLU pour les dispositions à appliquer.

L'article 8 des dispositions générales « Risques technologiques et nuisances » est modifié concernant la canalisation de transport de gaz pour prendre en compte l'arrêté préfectoral n° 69-2017-03-28-013 du 28 mars 2017 instituant des Servitudes d'Utilité Publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation dans les zones de dangers (SUP 1, SUP 2 et SUP 3) définies et portées sur le document graphique. Il précise qu'il convient de se reporter à cet arrêté annexé au dossier de PLU pour connaître les restrictions inhérentes à chaque zone.

L'article 12 des dispositions générales est précisé pour les définition de l'« Annexe » et des « constructions à usage d'activité économique.

3. Article 7 – Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Il est intégré, en zones, urbaine (Ua, Ub, Ue et Uh), à urbaniser (AUa) agricole (A) et naturelle (N), la possibilité pour les annexes de s'implanter dans une bande de 0 à 0,50 mètre par rapport aux limites séparatives ou conformément aux règles pour les autres bâtiments.

Cette disposition moins restrictive vise à faciliter l'insertion paysagère (à l'arrière du système de clôture) et/ou l'implantation sur des petits terrains (difficulté de trouver une possibilité avec un recul de 4 mètres par exemple).

4. Article 13 – Espaces libres – Aires de jeux - Plantations

Dans l'article 13 des zones Ua et AUa, les opérations de constructions à usage industriel sont supprimées. En effet, elles sont interdites dans ces zones (cf. articles 1 des zones), il n'y a pas lieu de réglementer leurs espaces verts (sans objet).

En zone Ub, pour la même raison, les opérations de construction à usage de commerce et industriel sont supprimées de l'article 13.

III. EVOLUTIONS PONCTUELLES DU DOCUMENT GRAPHIQUE DU REGLEMENT ET MISE A JOUR DES ANNEXES

1. Rectification des erreurs matérielles liées à la modification n° 1

L'erreur liée à la diffusion à la Sous-Préfecture et aux Personnes Publiques Associées du dossier comprenant un document graphique différent de celui approuvé par le conseil municipal du 26 mai 2016 conduit aux rectifications listées ci-après :

- la modification n° 1 approuvée le 26 mai 2016 avait maintenu 6 secteurs Ah et supprimé tous les secteurs Nh.

En effet, le rapport de présentation de la modification n° 1 du 26 mai 2016 indique que la loi ALUR et la loi Macron permettent la gestion des bâtiments existants d'habitation et d'activités, dans les zones A et N. Ainsi, les seuls secteurs Ah (illustrés d'ailleurs par des extraits) maintenus correspondent à des sites où sont implantées des activités économiques. Ces STECAL sont redimensionnées au plus près des constructions existantes par rapport aux zones Ah initiales. Les autres secteurs ont été supprimés (rattachés à la zone A ou N) n'ayant plus lieu d'être avec la loi Macron. Les dispositions du règlement écrit initialement inscrites pour les secteurs Ah et Nh sont reprises pour les bâtiments d'habitation existants.

Or, sur le document graphique du dossier diffusé suite à l'approbation de la modification n° 1, il ne reste aucun secteur Ah, alors qu'un secteur Nh est laissé.

La présente modification simplifiée reporte donc sur le document graphique les 6 secteurs Ah maintenus et supprime la zone Nh.

| Plan Modification n° 1 approuvée le 26/05/2016 | Plan envoyé aux PPA | Rectification de l'erreur matérielle Modification simplifiée n° 1 |
|--|--|--|
| 6 zones Ah maintenues sur le plan de zonage et dans le règlement | Plus aucune zone Ah n'apparaît sur le plan | 6 zones Ah maintenues sur le plan de zonage et dans le règlement |
| Suppression de toutes les zones Nh en application de la loi MACRON | 1 zone Nh est restée | Suppression de toutes les zones Nh et donc de la seule zone Nh apparaissant sur le plan et suppression de la légende |

D'autres erreurs matérielles ont également été constatées et conduisent aux rectifications suivantes :

- l'emplacement réservé ER 7, qui avait été inscrit au bénéfice du Département pour la liaison entre l'A 89 et la RD 385, n'ayant pas été supprimé lors de la modification n° 1 mais n'apparaissant plus que dans le tableau des emplacements réservés, a été réaffiché sur le document graphique,
- la légende concernant les risques géologiques reprenait la dénomination des zones du rapport de l'étude géologique à savoir zone type 1 (inconstructible) et zone type 2 (constructible sous condition). A noter qu'il n'y a pas de zone de type 1 sur la commune. Par conséquent, la légende est corrigée pour ne faire apparaître que les risques, moyen correspondant à la zone type 2 et faible pour la zone de type 3 (constructible sous condition),
- l'inscription dans la légende des alignements d'arbres (haies) qui figuraient bien sur le plan.

| Plan Modification n° 1 approuvée le 26/05/2016 | Rectification de l'erreur matérielle Modification simplifiée n° 1 |
|--|---|
| Disparition de l'emplacement réservé ER7 sur le plan mais indication en légende | Remise en place de l'emplacement réservé ER7 sur le plan de zonage |
| Erreur dans la légende des risques : Risque zone type 1 Risque zone type 2 | Rectification de la légende : Risque moyen (type 2) Risque faible (type3) |
| Les alignements d'arbres reportés sur le plan ne sont pas indiqués en légende | Indication des alignements d'arbres dans la légende par un trait vert |

D'autre part, il est profité de cette modification simplifiée pour mettre en cohérence ou préciser les éléments portés sur le document graphique et la numérisation au standard CNIG :

- le tracé des emplacements réservés « voiries » a été précisé pour correspondre aux largeurs indiquées dans le tableau sur le plan. A titre d'exemple, l'ER V8 est notamment évidé sur l'emprise du chemin concerné,
- les bâtiments identifiés pour un changement de destination repérés jusque-là par une étoile violette, sont précisés afin de repérer par un périmètre, les parties de bâtiments encore concernés. Ceux ayant déjà bénéficié de cette disposition sont supprimés de la liste et donc de l'annexe correspondante du dossier de PLU dans le cadre de cette procédure,
- reporter à titre d'information, dans un encart pour maintenir la lisibilité du plan global, la zone blanche du PPRI qui concerne la quasi-totalité de la commune, sauf la limite Nord correspondant à la zone inondable du PPRI (zones rouge, violette et bleue).

La numérisation du PLU au standard CNIG a conduit aux évolutions suivantes :

| Plan Modification n° 1 approuvée le 26/05/2016 | Rectification de l'erreur matérielle Modification simplifiée n° 1 |
|---|--|
| Emplacements réservés et élargissements de voies listés dans le tableau figurant sur le plan de zonage Les emplacements réservés de voirie ont été représentés graphiquement sans tenir compte de la totalité des indications écrites relatives à ces derniers dans le tableau du plan de zonage | Les limites de ces emplacements réservés et élargissements de voies n'ont pas été modifiées mais leurs tracés ont été précisés dans le cadre de la numérisation aux normes CNIG par rapport au plan approuvé le 26 mai 2016. Les largeurs ou les emprises de ces ER correspondent, grâce aux normes CNIG, aux indications portées sur le plan de zonage approuvé le 26 mai 2016. Par exemple, la représentation des ER de voirie a été reprise pour tenir compte la largeur de voirie définie en mètres. |

| | |
|---------------------------|---|
| Changement de destination | Les bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination étaient repérés par une étoile violette. Le standard CNIG impose que les parties de bâtiments concernées soient délimitées par un périmètre. Une mise à jour des bâtiments et parties de bâtiments non encore aménagés est effectuée dans la liste (insérée en annexes), mais aussi sur le plan de zonage. |
|---------------------------|---|

2. Report à titre d'information de la bande d'inconstructibilité liée à l'application de l'article L 111-6 du code de l'urbanisme (recul lié aux voies à grande circulation)

La commune a souhaité que soit reportée sur le document graphique du règlement, à titre d'information, la bande d'inconstructibilité liée à la présence des voies à grandes circulations traversant la commune en application de l'article L 111-6 du code de l'urbanisme qui impose un recul des constructions de part et d'autre de l'axe des voies concernées de 75 mètres (bretelle d'accès) ou 100 mètres (autoroute A 89 et route nationale RN 7).

3. Report à titre d'information du secteur de nuisances sonores liés aux infrastructures de transport terrestre

Les secteurs de nuisance sonore liés à la présence des différentes infrastructures de transport terrestre (l'A 89 et sa bretelle d'accès, la RN 7, la RD 389, la RD 70 et la voie ferrée) sont portés sur le document graphique à titre d'information conformément à l'arrêté préfectoral annexé au PLU.

4. Prise en compte de l'arrêté préfectoral n° 69-2017-03-28-013 du 28 mars 2017 instituant des Servitudes d'Utilité Publique autour de la canalisation de transport de gaz

Sur le document graphique du règlement, les secteurs de risques liés à la canalisation de transport de gaz sont modifiés pour prendre en compte les nouvelles distances des zones d'effets de part et d'autre de la canalisation, dénommées SUP1 (45 mètres), SUP2 et SUP3 (5 mètres).

Cet arrêté préfectoral est ajouté aux Servitudes d'Utilité Publique dans la partie Annexes du dossier de PLU.

A noter que cette canalisation de gaz ne figure pas sur le plan et la liste des servitudes d'utilité publique annexés au dossier de PLU. En revanche, elle fait l'objet d'un plan de GRTgaz sur lequel figure la canalisation et ses zones d'effets dans la partie « Annexes – Servitudes d'Utilité Publiques » du PLU.

IV. PROCEDURE

La Commune n'ayant pas envisagé, conformément au code de l'urbanisme, notamment aux articles L. 153-31, L. 153-36 et L. 153-41 créés par l'Ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015 (recodification du Livre I du code de l'urbanisme) de :

- changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) ;
- réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
- réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,
- ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les neuf ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la Commune, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier,
- créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté,

la modification n'ayant pas pour effet de :

- majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan, sauf exceptions visées par le code de l'urbanisme,
- diminuer ces possibilités de construire ;
- réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser,

mais principalement de rectifier une erreur matérielle,

la modification peut être adoptée selon une procédure simplifiée définie notamment par les articles L. 153-45 à L. 153-48 créés par l'Ordonnance n° 2015-1174 du 23 septembre 2015.

Les objectifs inscrits dans le PADD du PLU en vigueur ne sont pas remis en cause par le projet de modification simplifiée n° 1.

La MRAe, Mission Régionale de l'Autorité environnementale a été saisie dans le cadre d'une demande d'examen au cas par cas afin de savoir si le projet de modification simplifiée n° 1 du PLU de Fleurieux-sur-l'Arbresle est soumis ou non à Evaluation environnementale sur la base en particulier du CERFA complété. Le dossier de projet de modification simplifiée n° 1 a été également notifié au Préfet et aux personnes publiques associées avant la mise à disposition du public du projet.

Le projet de modification, l'exposé de ses motifs, et, le cas échéant, les avis émis par des personnes publiques associées seront mis à disposition du public conformément aux modalités fixées dans la délibération du 24 juin 2019, en vue de permettre la formulation d'observations (enregistrées et conservées). Ces modalités de mise à disposition sont portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.

A l'issue de la mise à disposition, un bilan sera présenté au Conseil municipal, qui en délibérera. Le projet transmis pour avis et mis à disposition du public pourra être modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public, puis adopté par délibération motivée.